

3 | COMPAGNONS D'INFORTUNE DANS LA PATRIE VERTE

La version originale de cet article a été publiée dans le Green European Journal

[DIRK HOLEMANS | Directeur d'Oikos (Denktank Voor Sociaal-Ecologische Verandering)]

La crise écologique nécessite une autre gestion de l'avenir. À quoi ressemblerait notre société si, via la redistribution et la reconnaissance, nous regardions en direction de notre avenir commun ?

La période des fêtes est de nouveau derrière nous. Avec elle, ce moment de l'année où nous donnons un coup de fouet à notre économie et faisons preuve de générosité à l'égard de ceux qui ne peuvent pas profiter de la prospérité économique. Dans la riche Flandre, *De Warmste Week*¹ a de nouveau apporté un soulagement à d'innombrables bonnes œuvres. Et des actions de Noël originales, telles le Luisterlenen² à Oosterzele, lui ont emboîté le pas. Là-bas, des volontaires postés dans la bibliothèque n'ont pas prêté des livres, mais leurs oreilles à celles et ceux qui ont dû traverser les fêtes dans la solitude.

Aussi admirables que soient ces chèques signés du bon du cœur et cette écoute empathique, cela ne suffit pas. Par contre, ces actions laissent entrevoir ce qui serait possible si les gouvernements étaient disposés à nouer une coopération structurelle et positive avec les citoyens dans le but de créer une bonne vie pour chacun. Elles mettent aussi en évidence deux principes fondamentaux et décisifs aux yeux des sociologues pour créer une société juste : la redistribution et la

1 Action annuelle organisée par la station de radio Studio Brussel et destinée à lever des fonds pour la Croix Rouge et la Fondation Roi Baudouin. (NdT)

2 Des citoyens de la commune d'Oosterzele ont créé un service d'accueil téléphonique gratuit pour les personnes démunies et isolées. (NdT)

reconnaissance. La sociologue états-unienne Nancy Fraser les décrit comme les deux dimensions de toute politique d'émancipation. À quoi ressemblerait notre société si, via la redistribution et la reconnaissance, nous regardions en direction de notre avenir commun ?

Une société juste

Rares seront ceux qui oseront contester que la redistribution fait partie intégrante de notre société. Il n'empêche, nous traitons cette donnée avec une nonchalance assez étonnante. Le septante-cinquième anniversaire de la sécurité sociale est passé pour ainsi dire inaperçu. Par chance, Bea Cantillon a osé dire sans détours que nous avons besoin d'une sécurité sociale forte pour gérer convenablement le vieillissement, la numérisation et la transition climatique. Ce dernier défi, outre la redistribution, pèsera d'ailleurs très lourd dans la discussion sur la façon dont nous voulons partager les ressources que nous tirons de la terre.

Mais au fond, quel est le lien entre la reconnaissance et une société juste ? Avant la victoire électorale de Donald Trump aux États-Unis, et donc avant la défaite d'Hillary Clinton, pour désigner une partie des supporters de Trump, on utilisait la stupide représentation de Clinton, à savoir que ces gens étaient *deplorables*³, qu'ils méritaient notre mépris, c'est-à-dire le contraire de la reconnaissance. L'auteur états-unien Lee Odden en résume très bien l'effet : *people will work for a living, but they'll die for recognition*⁴. Ne pas reconnaître les gens pour ce qu'ils sont revient à nier leur identité. Si cette non-reconnaissance s'accompagne d'une paupérisation économique, il y a création d'un terreau très puissant que les populistes ont alors le loisir d'utiliser pour déployer leur politique du ressentiment.

Il existe aussi une manière de faire porteuse d'espoir. Lors de l'annulation de son élection au premier tour, Ekrem Imamoglu, le nouveau maire d'Istanbul, a appelé son arrière-ban à mener des actions dures contre Erdogan et ses partisans. Il a cependant précisé : « Ils veulent que nous

3 Lamentables. (NdT)

4 Les gens sont prêts à travailler pour vivre, mais mourraient pour de la reconnaissance. (NdT)

nous combattions, mais nous, les personnes qui ne veulent pas que ce peuple se batte avec lui-même, nous continuerons de nous embrasser avec vigueur » (*De Groene Amsterdammer* 19/6). Cette approche, il en a trouvé l'inspiration chez le stratège Ates Ilyas Bassoy, auteur d'une brochure sur l'organisation de campagnes respectueuses, au titre assez surprenant : *Le livre de l'amour radical*. Il y énonce deux principes directeurs essentiels : ne pas mépriser les partisans d'Erdogan et mettre l'accent sur les thématiques économiques plutôt qu'identitaires. Et cette emphase sur l'inclusivité et sur une politique économique de gauche a permis au parti d'Imamoglu de remporter une nette victoire au second tour. Ou comment la reconnaissance et la redistribution forment une recette qui permet de contrer les populistes : faites preuve de respect à l'égard de leurs électeurs et concentrez-vous sur les inégalités économiques. Autre point important : Imamoglu avait signé auparavant l'engagement de respecter l'accord de Paris sur le climat, précisant au passage qu'il considérait que la participation démocratique est le point central de la politique climatique.

Double inégalité

Le besoin de reconnaissance est une donnée universelle, comme l'a fait encore apparaître de façon éclatante la présentation du *Jaarboek 2019 armoede en sociale uitsluiting*⁵. Guy Malfait, de l'ONG Vierde Wereld Vlaanderen, déclarait à cette occasion : « Le plus grave n'est pas de vivre avec rien, mais d'être considéré comme rien ». Cette négation de votre identité rend la paupérisation économique encore plus douloureuse. N'est-ce pas ce que démontre le mouvement des gilets jaunes en France ? Ces personnes se sentent niées par l'ancien banquier Emmanuel Macron et dénoncent le délabrement économique de leurs régions qui, en comparaison avec Paris, ne partagent pas les bénéfices de la mondialisation économique. Ils n'avalent pas cette idée de devoir payer plus pour leur diesel pendant que les élites propulsées au kérosène non taxé leur passent au-dessus de la tête d'un coup d'aile pour se rendre sur le lieu de vacances.

5 Équivalent flamand de l'Annuaire de la pauvreté en Belgique. (NdT)

Ce mouvement fait clairement apparaître que la reconnaissance et la redistribution doivent aussi faire entrer la question écologique en ligne de compte. Car la redistribution existe aussi dans un sens négatif, ce que les scientifiques, dans l'Annuaire susmentionné, appellent la « double inégalité ». Ce sont les personnes qui rencontrent les plus grandes difficultés sociales qui sont les plus durement atteintes par les conséquences de la pollution de l'environnement, générée principalement par les classes de revenus supérieures. Les étés caniculaires touchent le plus durement les personnes à faibles revenus qui vivent dans leur appartement mal isolé.

Voilà qui démontre combien politique sociale et politique écologique forment un tout. Cette réalité exige une intelligence stratégique qui jusqu'ici a toujours largement manqué dans le débat public. Deux exemples concrets éclairciront mon propos. Les partis de la gauche traditionnelle s'opposent à une augmentation du taux de TVA sur l'électricité parce que cette mesure serait asociale. Un argumentaire qui revient en réalité à subventionner les riches qui, par exemple, chauffent leur piscine. La solution est pourtant simple : un tarif énergétique progressif qui propose la quantité d'électricité de base, dont on a vraiment besoin, à un prix abordable, mais qui rend chaque kilowatt supplémentaire consommé beaucoup plus cher. Si en parallèle les autorités investissent massivement dans l'isolation des logements sociaux, comme le fait la municipalité gantoise par exemple, les inégalités sont alors doublement rabotées. Les personnes à faibles revenus peuvent être fières de leur logement écologique : frais en été et chaud en hiver, avec une facture énergétique modérée.

Le second exemple porte sur la taxation des transports aériens. Actuellement, nous ne payons pas de TVA sur nos billets d'avion... et les avions consomment du kérosène non taxé. La rectification de cette anomalie génère la « critique sans solution » bien connue à nos oreilles : une taxe sur le transport aérien rendrait de nouveau les voyages en avion réservés à l'élite. Ici aussi, la solution pourrait résider dans un tarif progressif. Et si le supplément payé la première fois que nous prenons l'avion dans l'année était modeste, mais qu'il doublait à chaque billet acheté par la suite ? Le terreau du ressentiment pourrait disparaître, ce sentiment que d'autres groupes sont privilégiés pendant

que nous, nous trinquons.

La redistribution du XXI^e siècle va donc beaucoup plus loin que ce qu'a pu faire l'État-providence au siècle dernier. S'il reste bien sûr essentiel, force lui sera de se transformer en État-providence écologique. Sa logique sous-jacente ne sera plus de faire en sorte que tout le monde ait davantage de pouvoir d'achat pour consommer toujours plus. Il devra veiller en même temps à un partage équitable de l'espace environnemental qui nous reste, avec une attention particulière pour les personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion sociale. Pour leur offrir plus d'opportunités, ici et dans le Sud, la classe moyenne se doit d'inventer une vie qui accapare moins d'énergie et de ressources

Résilience et soin

L'établissement d'un lien entre reconnaissance et redistribution ne peut advenir qu'à travers une démocratisation approfondie. Car nous reconnâtrions alors les connaissances et les qualités des personnes les plus touchées. Il ne serait pas question uniquement d'aiguillonner le dialogue entre des personnes d'opinions différentes. Dans le cadre des nouvelles pratiques démocratiques, nous pourrions réunir les gens autour de problématiques concrètes, telles que la sécurité routière dans leur quartier ou le déploiement des énergies renouvelables dans leur commune, et les impliquer de la pensée première à l'ultime moment de la mise en œuvre. Car la réalité qui entoure le placement des éoliennes montre bien que l'implication citoyenne relève non pas du luxe, mais de la nécessité. Dès que les citoyens peuvent avoir leur mot à dire, d'opposants ils deviennent partenaires. Les projets participatifs sont aussi possibles à l'échelon national – comme le démontrent les conseils citoyens suisses et irlandais.

La crise écologique nécessite une autre gestion de l'avenir. La sécurité sociale a été inventée pour gérer les risques de la société industrielle. Nous voilà désormais face au défi consistant à prévenir et à absorber les chocs de la crise écologique. Cela demande des choix d'un nouveau genre. Désormais, avancer dans la vie peut aussi vouloir

dire moins travailler et s'entourer de moins d'objets en tous genres, et avoir plus de temps à partager avec les autres. Cela aussi relève de la redistribution. Les concepts essentiels d'une société juste sont effectivement la mise en place de la résilience – nous veillons à être capables d'encaisser les chocs tous ensemble – et l'éthique du soin – nous sommes face à d'immenses défis mais nous allons prendre soin les uns des autres, ainsi que de ce qui nous reste de la nature. Tandis que la démocratie chrétienne ploie sous sa propre austérité, l'éthique du soin est quant à elle une contribution fondamentale de l'écologisme et plus particulièrement de l'écoféminisme.

Faire partie du monde

Une telle démocratisation n'exempte pas les gouvernements de leur responsabilité. Quand les gilets jaunes dénoncent le démantèlement de l'infrastructure ferroviaire dans les régions françaises alors que les trains rapides les traversent à toute vitesse, il faut en déduire qu'il est nécessaire d'investir dans les transports publics. Un constat qui prolonge le reportage réalisé par Ine Renson et paru dans *DS Weekblad* sur le ressenti qui existe dans les petites villes et les zones périphériques flamandes. La transition s'y déploie sans aucune planification, ce qui crée un sentiment d'impuissance. Les magasins de quartier, les bureaux de poste et les agences de mutuelle disparaissent. Un grand magasin fait irruption le long de la grand-route, à l'extérieur du centre, accessible uniquement en voiture. Et les citoyens de se demander « Est-ce vraiment pour ça que nous avons travaillé toute notre vie ? », alors que leur voiture de société est remise en question sans aucune alternative à disposition.

Ce reportage décrit en quoi la politique flamande va dans la direction inverse d'un authentique projet de démocratisation : s'il en était vraiment ainsi, les citoyens auraient véritablement un mot à dire sur leur environnement immédiat. L'avenir réside de nouveau dans la mise en place et le déploiement d'une intelligence stratégique. Élaborer – en mode participatif – un plan de transition dans chaque région. Créer des lieux communs et des transports collectifs basés sur l'utilisation

partagée. Pourquoi pas des bâtiments partagés accueillant de jour des services communaux, la poste, la mutuelle, le syndicat et des bureaux, tandis que la maison des jeunes et un restaurant à chaîne courte prendraient le relais en soirée ? Quant aux coopératives d'énergie, il faut les élargir et les transformer en plateformes de partage pour vélos et voitures électriques. Voilà à quoi s'attèlerait un ministre de l'environnement soucieux de l'avenir.

Comme le faisait remarquer l'écrivain Marc Reugebrink, il est grand temps de reparler sans crainte de notre patrie. Il affirme à raison que si cette notion de patrie exhale sans doute un parfum trop nostalgique, tout le monde a pourtant besoin d'un foyer. Il est bon de se sentir chez soi dans sa propre région ou dans sa propre ville. En parallèle, nous savons plus que jamais que les défis ne s'arrêtent pas aux frontières, et qu'il s'agit donc de s'ancrer en ayant conscience que nous devons prendre soin de toute la terre. Travailler à une société juste, fondée sur la reconnaissance et la redistribution, c'est donc aussi se construire son propre nid dans l'amour en ayant conscience que nous faisons partie du monde. Ce projet exige une démocratisation poussée pour que de plus en plus de personnes disent : « Je veux continuer à y travailler pour le restant de mes jours ».